

Résumé de la conférence

« *Jeanne d'Arc revisitée par le monde politique français, de la III^{ème} à la V^{ème} République* »

par Christian Frachette

La vie publique de Jeanne d'Arc n'a duré que deux années : la première sous les drapeaux (mai 1429 – mai 1430), la seconde en captivité (mai 1430 – mai 1431) et terminée sur le bûcher à l'issue d'un long procès en hérésie (quatre mois). D'emblée, Jeanne fut célèbre partout en France mais, malgré le procès en nullité de sa précédente condamnation (1455–1456), son action ne fut commémorée ni par la Monarchie (qui l'avait abandonnée) ni par l'Église (qui l'avait condamnée). C'est seulement au XIX^{ème} siècle que les historiens, notamment Michelet et Quicherat, remirent l'histoire de Jeanne à l'honneur. Après la défaite de 1870 et l'instauration de la République, tous les politiques déclarèrent leur admiration pour la jeune Lorraine, mais pour des motifs très différents, voire opposés, les uns des autres. Pour les républicains, elle personnifiait les valeurs de la république, de la nation et du patriotisme ; pour les autres (catholiques longtemps antirépublicains), elle représentait la France traditionnelle et chrétienne. Tous, prétendument "johannistes", ne tardèrent donc pas à s'affronter (dès 1878), parfois très violemment (affaire Thalamas, 1904–1909), au rythme, notamment, des relations – ou de l'absence de relations - entre la République et le Saint-Siège (séparation des Églises et de l'État, 1905). Puis avec l'"Union sacrée" (1914–1918), Jeanne, "sainte de la patrie", refit l'unanimité, au point que la République créa officiellement pour elle, en 1920, une fête nationale qui serait célébrée chaque année, le 8 mai (anniversaire de la libération d'Orléans). Puis l'Entre-deux-guerres connut la crise mondiale de 1929 et ses séquelles économiques et sociales. Dès lors, les républicains, de droite comme de gauche, qui alternaient au pouvoir, continuèrent bien à célébrer, sans grand panache il est vrai, la fête de Jeanne d'Arc ; mais ce sont les ligues nationalistes de toutes obédiences qui confisquèrent son culte, jusqu'à ce qu'elles prennent le pouvoir, suite à la débâcle de 1940. Sous le régime de Vichy, la fête de Jeanne prend un éclat particulier car elle cadre bien avec la philosophie et l'objectif de la Révolution nationale du Maréchal : n'a-t-elle pas bouté les Anglais hors de France (comme il faut maintenant les rejeter hors d'Europe) ? N'a-t-elle pas combattu les ennemis de l'intérieur [les Bourguignons] (comme il faut chasser, de nos jours, les juifs et les francs-maçons) ? Paysanne obéissante et fidèle, ne fut-elle pas le modèle de la femme de notre temps, dans une France rurale et conservatrice ? Longtemps après, la guerre d'Algérie a bien fait resurgir un mouvement nationaliste, mais le discrédit de Vichy était encore si grand et le pouvoir en place si fort qu'il n'a guère mordu sur l'opinion publique et il fallut attendre les années 1975–1980 pour voir réapparaître sur le devant de la scène politique un nouveau parti, le Front national, qui reprend les idées d'extrême-droite des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, en les adaptant au monde moderne : l'ennemi n'est plus l'Anglais ou l'Allemand mais l'Europe, l'ennemi de l'intérieur reste le juif ou le franc-maçon mais surtout l'immigré, en particulier maghrébin, etc. Rien d'étonnant, dans ces conditions, que Jeanne d'Arc reste une figure centrale de la communication du Front national ; et Jean-Marie Le Pen, fondateur du parti, l'a bien compris, qui a institué la cérémonie de sa commémoration chaque année, place des Pyramides, à Paris, non pas le 8 mai (date légale traditionnelle largement détrônée par la fête de la Victoire en 1945), mais le 1^{er} mai, pour marquer l'opposition entre son caractère national et celui, international, de la fête du Travail, le même jour. Et pendant que Jeanne d'Arc est devenue, depuis quelque cent trente ans, une héroïne adulée de l'extrême-droite, qu'ont fait les personnalités de la République pour témoigner leur reconnaissance ? A vrai dire, elles n'assurent qu'un "service minimum". Certes, la plupart des présidents depuis 1920 ont assisté, au moins une fois au cours de leur septennat, à l'une ou l'autre des cérémonies johanniques, soit à Orléans, soit à Rouen. Généralement, ils y prononcent un discours, au mieux consensuel, au pire "langue de bois" et parfaitement creux. Toutefois François Mitterrand (mai 1989), Jacques Chirac (mai 1996) et Nicolas Sarkozy (janvier 2012) ont-ils clairement dénoncé la confiscation du message johannique "par certains" (*i.e.* le Front national, sans le nommer), au point, pour ce dernier, de s'attirer, dès le lendemain, une réponse cinglante de Jean-Marie Le Pen.

